

I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 27, Number 3, 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703633ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703633ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1996). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 27(3), 651–671. <https://doi.org/10.7202/703633ar>

Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER*

I – Les relations extérieures du Canada

(avril à juin 1996)

A — Aperçu général

À la fois au sein des forums multilatéraux et dans ses rencontres bilatérales, le Canada a exprimé deux grandes préoccupations ce printemps : la défense des intérêts économiques canadiens contre la loi Helms-Burton et le renforcement de la sécurité nucléaire en Europe de l'Est. Quant aux relations avec les États-Unis, elles ont suivi leur cours normal, c'est-à-dire ponctuées de quelques tensions commerciales, tandis que l'Europe, l'Asie et l'Amérique latine sont demeurées des cibles commerciales privilégiées. Toujours en quête de nouveaux marchés, des représentants canadiens ont effectué des séjours en Grèce, en Turquie ou dans des villes japonaises et chinoises moins traditionnelles témoignant encore, ce trimestre, de cette préoccupation constante.

D'autre part, le gouvernement libéral profitait de son arrivée à mi-mandat pour entreprendre, à l'heure de compressions budgétaires toujours aiguës, une réévaluation de ses priorités en politique étrangère. Le ministre des Affaires étrangères entend mener un travail de restructuration administrative dans lequel il révisera «les rôles et responsabilités des Affaires étrangères, leurs modes et structures de gestion, leurs opérations et leur représentation à l'étranger¹».

* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96/12*, 16 avril 1996.

B — Les politiques de défense

1 — L'OTAN

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, assistait aux rencontres ministérielles de l'OTAN, à Berlin, les 3 et 4 juin². Dans le contexte de la campagne électorale russe et de la révision du traité de Maastricht, Européens et Américains ont convenu de permettre à l'Europe d'assumer davantage de responsabilités en matière de défense. Ainsi certaines opérations militaires pourront être menées sous l'égide de l'UEO (Union européenne occidentale) concrétisant ainsi les concepts de Groupes des forces interarmées multinationales et d'Identité européenne de défense. Il reste, dans ce domaine, comme dans celui de l'élargissement de l'OTAN, à en préciser les modalités pratiques.

2 — Désarmement et contrôle des armements

Le Canada s'est réjoui, ce trimestre, de deux importants développements pour la sécurité internationale : d'une part, l'aboutissement de la première conférence de révision du Traité sur les forces conventionnelles en Europe et, d'autre part, l'annonce faite par l'Ukraine du retrait des dernières armes nucléaires soviétiques de son territoire³. Par contre, les résultats mitigés, après deux ans de négociations difficiles, de la Conférence de Genève sur les mines antipersonnel forçaient le Canada à réclamer de nouveaux progrès dans ce dossier. Il invita les gouvernements et les organisations non gouvernementales à se réunir, en septembre prochain à Ottawa, pour coordonner l'action internationale en faveur d'un bannissement complet de ces armes⁴. Quant aux négociations pour la conclusion d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, des divergences en entravaient toujours la conclusion. Ces négociations reprendront le 29 juillet⁵.

3 — Autres questions

Le Canada déposait le 18 juin le 6^e rapport annuel sur ses exportations militaires. On y apprend que les exportations canadiennes ont diminué de 12 % en 1995 et que les contrôles dans ce secteur seront resserrés. Ainsi, des analyses rigoureuses seront faites sur l'état des pays auxquels les armes sont destinées afin de prévenir les effets déstabilisateurs potentiels de ces ventes et empêcher le commerce illicite des armes vendues⁶. D'autre part, la visite à

2. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 99*, 29 mai 1996; *Europolitique*, 5 juin 1996, Agence France Presse, 4 juin 1996.

3. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 104*, 5 juin 1996.

4. *The Globe and Mail*, 3 mai 1996, p. A8; *Le Devoir*, 4-5 mai 1996, p. A8.

5. *The Globe and Mail*, 28 juin 1996, p. A8 et 29 juin 1996, p. A10.

6. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96/31*, 18 juin 1996; *Le Devoir*, 19 juin 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 19 juin 1996, p. A5.

Ottawa du ministre de la Défense de la Grande-Bretagne, M. Michael Portillo, relançait en mai le dossier de l'achat de sous-marins britanniques par le Canada. Les autorités canadiennes confirmèrent de nouveau que leur décision à ce sujet demeurait en veilleuse⁷. Par ailleurs, le ministre de la Défense annonçait en juin la création, au coût de 6 millions \$, d'une équipe d'intervention d'urgence. Cette équipe de 180 personnes, ingénieurs, médecins, soldats d'infanterie et spécialistes en communication, sera dépêchée à la demande de pays étrangers ou de l'ONU sur des lieux de catastrophe pour y prodiguer des services d'aide humanitaire⁸.

C — Les politiques commerciales

Trois sociétés, dont une entreprise canadienne, étaient avisées le 29 mai par le gouvernement américain qu'elles pourraient bientôt faire l'objet de poursuites judiciaires pour s'être livrées à un « trafic » des biens que Cuba a « confisqués » à des nationaux américains. Devant cette attitude, le gouvernement canadien redoublait ses efforts pour faire suspendre cette loi en continuant d'exprimer aux plus hauts niveaux ses objections. Il utilisait notamment les tribunes de l'OMC, de l'OCDE, de l'OEA et du G7 et multipliait les contacts bilatéraux⁹. Il participa de plus, aux côtés du Mexique, à deux séries de consultations aux termes de l'ALENA¹⁰ puis demanda, le 18 juin, la convocation d'une réunion ministérielle de la Commission de l'ALENA, une étape préalable à toute demande de formation d'un groupe spécial¹¹. Tous ces efforts doivent porter fruit avant le 15 juillet, date limite à laquelle le Président américain peut décider de reporter l'application de cette loi.

D — Les politiques d'aide au développement

L'ACDI annonçait plusieurs projets ce trimestre. Notons dans le domaine de l'environnement, une aide de 230 000 \$ à la Hongrie pour l'élimination de ses déchets nucléaires, une autre de 115 000 \$ à la Chine pour la réduction des émissions de ses centrales au charbon et un versement de 6,5 millions \$ à l'Inde pour aider ses industries à lutter contre la pollution¹². Dans le secteur de l'éducation, l'Agence appuyait l'enseignement de l'anglais en Pologne par une contribution de 150 000 \$ et annonçait divers projets de jumelage avec des institutions chinoises d'enseignement supérieur¹³. Dans le domaine du

7. *The Globe and Mail*, 13 mai 1996, pp. A1-A7 et 14 mai 1996, p. A4; *The Financial Post*, 14 mai 1996, p. 2.

8. *Le Devoir*, 7 juin 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 7 juin 1996, p. A4.

9. Voir les sections correspondantes et *The Globe and Mail*, 21 mai 1996, pp. A1-A12 et 24 juin 1996, pp. B1-B4; *Le Devoir*, 23 mai 1996, p. B2.

10. *The Globe and Mail*, 27 avril 1996, p. B7; *Le Devoir*, 29 mai 1996, p. A5.

11. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 115*, 17 juin 1996; *The Globe and Mail*, 18 juin 1996, pp. A1-A2; *Le Devoir*, 18 juin 1996, p. A4.

12. ACDI, *Communiqué no 96-23*, 24 mai 1996, *Communiqué no 96-31*, 5 juin 1996 et *Communiqué no 96-37*, 27 juin 1996.

13. ACDI, *Communiqué no 96-16*, 3 mai 1996 et *Communiqué no 96-18*, 7 mai 1996.

soutien aux entreprises, l'ACDI accordait une subvention de 266 412 \$ pour moderniser l'aviation civile en Russie, 28 millions \$ pour soutenir l'industrie pétrolière et gazière du Pakistan et 5,5 millions \$ pour favoriser le développement des petites entreprises en Ukraine¹⁴. Enfin, dans le domaine du renforcement de la démocratie, 2,2 millions \$ étaient versés à l'Ukraine pour ses réformes démocratiques et économiques tandis que 2,2 millions \$ étaient donnés aux pays baltes pour la démocratisation de leurs institutions municipales¹⁵.

E — Les politiques d'immigration

Du 10 au 18 avril, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Mme Lucienne Robillard, visitait l'Inde, l'une des principales sources d'immigrants pour le Canada, et Hong Kong dont l'avenir politique est suivi de près par le Canada¹⁶. Par ailleurs, quelques jours après son retour d'Ottawa, Mme Robillard recevait le ministre israélien de l'Intégration des immigrants avec lequel elle signa un protocole d'entente sur le partage des résultats de recherche en immigration¹⁷. Enfin, signalons le rétablissement, le 4 juin, de l'exigence relative au visa de visiteur pour les citoyens du Chili afin de contrôler l'afflux massif de ressortissants chiliens demandant le statut de réfugié¹⁸.

F — Le Canada et les organisations internationales

1 — L'ONU

Le 26 mai, le Secrétaire général de l'ONU a effectué à Ottawa une visite éclair essentiellement consacrée à l'examen de l'activité des Nations Unies en Haïti¹⁹. Appréhendant de nouvelles réticences de la Chine, M. Boutros-Ghali cherchait à s'assurer du soutien du Canada avant de présenter ses recommandations au Conseil de sécurité. Le 28 juin, le Conseil de sécurité approuva la création de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUHA) qui succède à la MINUHA et confirme la présence de l'ONU dans ce pays jusqu'au 30 novembre 1996. Ayant pour mandat d'aider le gouvernement haïtien à améliorer les compétences professionnelles de la police, la MANUHA est composée de 300 policiers civils – dont 100 Canadiens – et de 600 soldats. Comme il l'avait fait pour la MINUHA, le Canada fournira un contingent supplémentaire de

14. ACDI, *Communiqué no 96-09*, 11 avril 1996, *Communiqué no 96-11*, 19 avril 1996 et *Communiqué no 96-35*, 24 juin 1996.

15. ACDI, *Communiqué no 96-10*, 12 avril 1996 et *Communiqué no 96-15*, 26 avril 1996.

16. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 96-08*, 4 avril 1996.

17. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 96-10*, 29 avril 1996.

18. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 96-13*, 4 juin 1996.

19. *The Globe and Mail*, 27 mai 1996, p. A4.

750 militaires dont les coûts pourront être cette fois-ci financés par les contributions volontaires d'autres pays²⁰.

Par ailleurs, M. Boutros-Ghali confirma, ce trimestre, son intention de solliciter un deuxième mandat au poste de Secrétaire général des Nations Unies. Si les États-Unis ont déclaré qu'ils utiliseraient leur veto pour contrer la candidature de M. Boutros-Ghali, le Canada s'est pour sa part montré favorable au Secrétaire actuel²¹.

2 – L'OEА

La secrétaire d'État, Christine Stewart, représentait le Canada à la 26^e Assemblée générale de l'OEА qui se tint au Panama du 2 au 7 juin. Les résultats de cette rencontre furent plus que satisfaisants pour la délégation canadienne qui vit ses principaux objectifs atteints. Elle s'est notamment réjouie de l'adoption d'une résolution parrainée par 32 pays membres appelant le Comité juridique interaméricain à se prononcer sur la validité de la loi Helms-Burton ainsi que de la résolution portant sur la création d'un hémisphère libre de mines antipersonnel. L'inauguration du nouveau Conseil interaméricain pour le développement intégral a également été saluée par le Canada qui a renouvelé sa contribution volontaire de 4 millions \$ à cet organisme. Le gouvernement canadien a également décidé d'appuyer la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues en fournissant les services d'un expert pendant deux ans. Signalons enfin qu'Ottawa a été choisi pour être l'hôte de la 30^e Assemblée générale de l'OEА qui se tiendra en l'an 2000 et qui coïncidera avec le 10^e anniversaire de l'adhésion canadienne²².

3 – Le Sommet du G7

Le Sommet du G7 de cette année, qui se tenait à Lyon, en France, à la fin du mois de juin, aura été marqué par l'unanimité habituelle des participants sur les grandes questions économiques et politiques. Cette unanimité incluait la lutte au terrorisme, thème ajouté à la dernière minute par les États-Unis en raison de l'attentat contre une base américaine en Arabie Saoudite. Des divergences sont toutefois apparues entre d'un côté, les Français, les Américains et les Canadiens, tous favorables à la vente d'une partie des réserves d'or du FMI pour alléger les dettes de certains pays pauvres et de l'autre, les Allemands plus réticents à entériner ce scénario. De plus, la loi américaine qui permettrait d'imposer des sanctions contre les compagnies commercialisant avec Cuba a isolé les États-Unis. Tous les participants ont cependant signé la

20. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 120*, 28 juin 1996; *Le Devoir*, 30 juin 1996, p. A8; *The Globe and Mail*, 28 juin 1996, p. A7 et 29 juin 1996, p. A10.

21. *The Globe and Mail*, 20 juin 1996, pp. A1-A9; *The Gazette*, 27 juin 1996, p. B3.

22. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 100*, 30 mai 1996; *Communiqué no 103*, 4 juin 1996, *Communiqué no 104*, 10 juin 1996, *Communiqué no 106*, 6 juin 1996 et *Déclaration no 96/27*, 3 juin 1996.

Déclaration économique qui, sans mentionner ce cas précis, a réaffirmé la primauté des règles multilatérales économiques. Le Premier ministre canadien n'a pas caché sa satisfaction d'être parvenu à discuter de cette question «au plus haut niveau possible» et d'avoir obtenu un tel consensus²³.

4 – Autres rencontres économiques

En avril, M. Paul Martin, le ministre canadien des Finances, participa à Washington aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale²⁴. Les participants se sont alors réjouis de l'évolution favorable de l'économie mondiale en dépit des problèmes persistant sur les fronts budgétaire et structurel. Les ministres se sont aussi félicités du cadre d'action proposé pour ramener à un niveau tolérable la dette extérieure de certains pays pauvres très endettés. Pour sa part, le Canada a déjà annulé les dettes de la Pologne, de l'Égypte, de la Guyane, du Bénin et du Sénégal, principalement des dettes contractées il y a une dizaine d'années pour l'achat de blé canadien. Par ailleurs, la tenue en décembre prochain de la Conférence ministérielle de l'OMC était à l'ordre du jour de la réunion de la Quadrilatérale à laquelle le ministre Eggleton²⁵ participa et de la Conférence de l'OCDE à laquelle deux ministres canadiens assistèrent²⁶. L'OCDE changeait d'ailleurs de Secrétaire général ce trimestre lorsque le Canadien Donald Johnston remplaça M. Jean-Claude Paye. M. Johnston souhaite faire de l'OCDE un organisme à l'action plus politique qui s'éloignerait de son rôle traditionnel de producteur de statistique pour aider l'OMC à promouvoir la libéralisation des échanges²⁷.

G — Les relations canado-américaines

1 – Les relations commerciales

L'accord sur le bois d'œuvre intervenu le trimestre dernier entrainé en vigueur le 2 avril mettant ainsi fin à quinze ans d'incessantes disputes. Le ministre du Commerce international, M. Art Eggleton, a de nouveau rappelé que si cet accord offre la garantie d'une paix commerciale de cinq ans, il ne faudrait pas que cette solution, contraire à l'esprit du libre-échange, «établis

23. *Le Devoir*, 29-30 juin 1996, p. A8, 28 juin 1996, pp A1-A10 et 30 juin 1996, p. A1; *The Globe and Mail*, 28 juin 1996, pp. A1-A8, 29 juin 1996, pp. B1-B4 et 1er juillet 1996, pp. A1-A6.

24. *Le Devoir*, 23 avril 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 23 avril 1996, pp. B1-B16; *Bulletin du FMI*, 13 mai 1996, pp. 141-143.

25. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 76*, 22 avril 1996.

26. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 92*, 15 mai 1996; *Déclaration no 96/24*, 21 mai 1996 et *Déclaration no 96/25*, 22 mai 1996.

27. *Le Devoir*, 22 mai 1996, p. B3; *The Globe and Mail*, 20 mai 1996, pp. B1-B2; Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 31 mai 1996.

un précédent²⁸». Par ailleurs, un conflit potentiel émergeait en juin alors que des représentants de l'industrie américaine s'inquiétaient de l'exportation massive en provenance du Canada de complets en laine pour hommes. Des discussions furent tenues à ce sujet, le 19 juin, le Canada alléguant la légitimité et la conformité de ces exportations selon les termes de l'ALENA²⁹.

2 – Autres questions

Il n'y eut aucune nouvelle négociation officielle, ce trimestre, dans le dossier du saumon du Pacifique. La situation se dégrada davantage au moment de l'annonce, le 27 juin, des nouveaux plans américains de gestion du saumon. Ceux-ci soulevèrent l'ire du Canada puisqu'ils dépassent de deux fois et demie le niveau recommandé par les scientifiques canadiens³⁰. D'autre part, les négociations entourant la conclusion d'un accord canado-américain sur l'immigration furent temporairement suspendues en avril. Les négociations, qui ont déjà permis la rédaction d'une version préliminaire de l'accord, reprendront en juillet soit à un moment plus propice pour son examen par le Congrès américain³¹.

H — Le Canada et l'espace européen

1 – L'Union européenne

Avant de participer au G7, le premier ministre Chrétien s'arrêtait le 25 juin en Italie. Cette escale aurait dû permettre la signature du Plan transatlantique Canada/UE, mais le différend sur la pêche fit achopper les négociations à la dernière minute³². Tous les autres points du Plan ayant reçu l'aval des deux parties, la signature fut reportée de quelques mois et se déroulera vraisemblablement sous la présidence irlandaise. L'exigence de l'Espagne qui réclamait un engagement écrit d'Ottawa de renoncer à toute action extra-territoriale dans les eaux internationales est demeurée le seul point véritablement litigieux, le Canada ayant annoncé plus tôt qu'il redonnait l'accès à ses ports aux bateaux de l'Union européenne³³. Les Canadiens

28. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96/18*, 6 mai 1996; voir aussi Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 56*, 2 avril 1996 et *Communiqué erratum*, 9 avril 1996; *Le Devoir*, 3 avril 1996, pp. B1-B2; *The Globe and Mail*, 3 avril 1996, pp. B1-B2.

29. *The Globe and Mail*, 24 juin 1996, pp. B1-B4; *International Trade Reporter*, 26 juin 1996.

30. Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-96-52F*, 27 juin 1996; voir aussi Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 74*, 18 avril 1996 et *Déclaration no 96/13*, 19 avril 1996; *The Globe and Mail*, 25 juin 1996, pp. A1-A4, 26 juin, p. A4 et 27 juin 1996, p. A4.

31. *The Globe and Mail*, 16 avril 1996, p. A6.

32. *Le Devoir*, 27 juin 1996, p. A2; *The Globe and Mail*, 26 juin 1996, pp. A1-A2, *Europolitique*, 26 juin 1996 et 29 juin 1996.

33. Voir Pêches et Océans Canada, *Communiqué*, 31 mai 1996.

refusèrent de se soumettre à cette ultime condition estimant qu'un tel engagement serait préjudiciable à leur cause les opposant à l'Espagne devant la Cour internationale de La Haye.

2 – La France

C'est en saluant l'intensité et l'harmonie des relations franco-canadiennes que le ministre Axworthy s'est rendu à Paris le 2 avril³⁴ et que M. Chrétien a reçu le Premier ministre français du 9 au 11 juin. Aux dires même de M. Chrétien, très peu d'irritants bilatéraux existent entre les deux pays et les échanges commerciaux sont appelés à connaître un dynamisme sans précédent³⁵. Concernant l'actualité internationale, les deux dirigeants ont convenu d'un commun accord de maximiser leurs efforts respectifs en coordonnant plus efficacement leur action dans des dossiers d'intérêt commun tels qu'Haïti ou la sécurité européenne. De plus, la visite de M. Juppé a permis la signature de trois accords dans les domaines du multimédia, des sports et de l'entraide juridique³⁶. L'harmonie des relations franco-canadiennes s'est en outre confirmée en juin alors que les deux pays ont mis un terme à leur différend sur l'étiquetage des pétoncles canadiens. Cet accord est intervenu après que le Canada eut obtenu gain de cause dans cette affaire devant l'OMC³⁷.

3 – L'Allemagne

L'Allemagne demeurait une cible importante pour le Canada ce trimestre. Le ministre du Commerce international s'y rendait les 23 et 24 mai pour promouvoir les investissements d'entreprises allemandes au Canada et discuter, avec des ministres et des gens d'affaires, du resserrement des relations commerciales³⁸. Plus tôt en mai, le ministre des Affaires étrangères avait reçu à Ottawa son homologue, M. Klaus Kinkel³⁹. À ce moment, leurs discussions avaient essentiellement porté sur l'intensification des relations transatlantiques ainsi que sur la réforme de l'ONU et la sécurité européenne.

34. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 52*, 29 mars 1996; *Le Devoir*, 3 avril 1996, p. A5.

35. Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 30 mai 1996, *Discours*, 9 juin 1996 et *Discours*, 10 juin 1996; *Le Devoir*, 10 juin 1996, P. A8 et 16 juin 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 10 juin 1996, p. A3 et 16 juin 1996, p. A4.

36. Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 10 juin 1996.

37. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 119*, 27 juin 1996.

38. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 93*, 17 mai 1996.

39. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 87*, 7 mai 1996.

4 – La Grèce

Afin de favoriser l'expansion des exportations, le ministre du Commerce international se rendait en Grèce du 8 au 10 avril⁴⁰. M. Eggleton annonça la nomination d'un nouveau consul honoraire au Canada à Thessalonique et inaugura la nouvelle Chambre de commerce canado-hellénique. Il rencontra plusieurs ministres grecs de haut niveau et fit le point sur les négociations présentement en cours concernant un accord sur la double imposition. Par ailleurs, signalons que le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, représenta le Canada aux obsèques de l'ancien Premier ministre grec, M. Andreas Papandreou, à Athènes le 26 juin⁴¹.

5 – La Turquie

Après la Grèce, M. Eggleton se rendait en Turquie afin d'appuyer des soumissions émanant du secteur privé canadien pour l'obtention de contrats dans les secteurs des télécommunications, des transports, des mines et de l'énergie nucléaire. Un protocole d'entente sur les consultations économiques et commerciales de haut niveau fut signé à cette occasion⁴².

6 – La Slovénie

Le Premier ministre de la Slovénie, M. Janez Drnovsek, effectuait une visite de travail au Canada les 8 et 9 mai. Dans la foulée d'un resserrement économique, MM. Drnovsek et Chrétien ont fait le point sur les négociations en cours pour un éventuel accord de protection des investissements et ils ont dressé des bilans de leur coopération nucléaire et de l'aide canadienne à ce pays. Sur le plan multilatéral, M. Chrétien s'est déclaré favorable à l'admission rapide de la Slovénie au sein de l'OTAN⁴³.

7 – La Russie

La coopération nucléaire dominait les échanges entre le Canada et la Russie. Le 8 avril, le ministre des Affaires étrangères effectuait sa première visite officielle à Moscou pour discuter de cette question et d'autres dossiers bilatéraux⁴⁴. M. Axworthy invita notamment son homologue russe, M. Yevgeny Primakov, à venir au Canada cet été signer un traité de coopération sur le Grand Nord. Cette visite pavait aussi la voie au séjour de M. Chrétien qui

40. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 59*, 3 avril 1996 et *Déclaration no 96/11*, 19 avril 1996.

41. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 23 juin 1996 et *Communiqué*, 25 juin 1996.

42. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 62*, 4 avril 1996; *British Broadcasting Corporation*, 12 avril 1996.

43. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 7 mai 1996; *United Press International*, 9 mai 1996; *The Globe and Mail*, 10 mai 1996, p. A4.

44. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 61*, 4 avril 1996; *Le Devoir*, 9 avril 1996, pp. A1-A8; *The Globe and Mail*, 9 avril 1996, p. A10.

assista à Moscou, les 19 et 20 avril, à une rencontre du G7 (élargie à la Russie et l'Ukraine) sur la sûreté et la sécurité nucléaire. Le Premier ministre canadien était alors du nombre des participants à soutenir l'utilisation, comme combustible pour les centrales électriques, des excédents russes et américains de plutonium issus du désarmement⁴⁵. Il devait aussi inviter ses hôtes russes à bannir l'immersion en mer des déchets radioactifs. Enfin, son séjour à Moscou lui a permis d'assister à la signature d'un protocole d'entente sur la coopération nucléaire qui se veut un prolongement de l'Accord de coopération nucléaire signé en 1989 entre la Russie et le Canada⁴⁶.

8 – L'Ukraine

Le 26 avril marquait le 10^e anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Les participants au Sommet de Moscou sur la sécurité nucléaire ont profité de l'occasion pour renouveler leur engagement à respecter l'entente sur la fermeture de la centrale signée en décembre dernier à Ottawa. L'ACDI annonça à ce moment qu'elle financera un projet de modernisation d'une centrale thermique en Ukraine. Un montant de 3,5 millions \$ réparti sur 5 ans servira ainsi à diversifier les sources d'énergie de ce pays⁴⁷.

9 – La Roumanie

Avant de se rendre à Moscou, le premier ministre Chrétien s'arrêtait en Roumanie, le 17 avril, afin d'inaugurer, avec le Président roumain, Ion Iliescu, la centrale nucléaire de Cernavoda. Il s'agit de la première centrale en Europe de l'Est à être conçue à partir de la technologie occidentale, en l'occurrence canadienne. Une centaine de techniciens canadiens et italiens épauleront encore leurs vis-à-vis roumains, formés au Canada, pendant les 18 mois suivant le démarrage du réacteur. Cette inauguration clôt ce chapitre des relations canado-roumaines qui aura été, pendant les 17 dernières années, l'objet de délais et de controverses multiples⁴⁸.

10 – La visite de M. Axworthy en ex-Yougoslavie

Le processus de paix, la reconstruction et le développement démocratique étaient au cœur de la visite de M. Axworthy en ex-Yougoslavie. Son itinéraire comprenait la Croatie, le 9 avril, la Bosnie-Herzégovine les 9 et 10, et la République fédérative de Yougoslavie, le 11. Les faits saillants de cette visite ont été l'inauguration de l'ambassade du Canada à Sarajevo, qui sera dirigée

45. *The Globe and Mail*, 12 avril 1996, p. A7C.

46. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 18 avril 1996.

47. ACDI, *Communiqué no 96-14*, 26 avril 1996 ; voir aussi Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96/16*, 26 avril 1996 ; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 avril 1996 ; *Le Devoir*, 12 avril 1996, p. A5.

48. *The Globe and Mail*, 18 avril 1996, p. A8 ; *Le Devoir*, 18 avril 1996, p. A5 ; *Le Monde*, 18 avril 1996.

par M. Serge Marcoux, et l'annonce du renouvellement de la participation du Canada aux efforts de reconstruction dans la région. Un montant de 25 millions \$ sera consenti sur la base d'une répartition régionale et les versements seront assujettis à l'adhésion des parties aux Accords de Dayton. À Belgrade, M. Axworthy et son homologue, M. Milan Milutinovic, ont de plus convenu de constituer une équipe d'experts chargé de négocier des accords bilatéraux dans les domaines de la coopération économique et du transport aérien. L'envoi d'un ambassadeur à Belgrade a été évoqué mais aucune décision n'a encore été prise à ce sujet⁴⁹.

I — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

1 – Réunion avec les pays centro-américains

Le premier ministre Chrétien accueillait à Ottawa du 15 au 17 mai, les dirigeants de six pays d'Amérique centrale : le Nicaragua, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Belize, afin de discuter de coopération économique, de développement durable et de promotion des droits humains. Dans son allocution de bienvenue, M. Chrétien a affirmé que ce mini-sommet signait un nouveau chapitre des relations entre le Canada et l'Amérique centrale puisque la cessation de la plupart des conflits dans la région «suscite un regain d'intérêt pour le commerce et l'investissement⁵⁰». Dans cette optique, le Canada entend conclure avec ces pays des accords de protection des investissements et compte octroyer de nouvelles lignes de crédit ou créer de nouvelles liaisons aériennes avec cette région. Ottawa aidera également ces pays à préparer leurs économies en vue de la création d'une zone de libre-échange. Le gouvernement canadien profitait aussi de la tenue de cette réunion pour solliciter l'appui des participants contre la loi américaine Helms-Burton. Le communiqué final à cet égard rappelle, sans désigner nommément les États-Unis, le droit de tous les États à développer des liens commerciaux avec les pays de leur choix.

2 – Le Mexique

Du 10 au 14 juin, M. Ernesto Zedillo, le Président mexicain, se rendait à Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver lors d'une visite officielle. Accompagné de ministres et de gens d'affaires, il examina les possibilités d'élargir les relations commerciales avec le Canada, notamment dans le secteur de l'énergie, et de resserrer les liens dans les domaines de l'enseignement et de la

49. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 61*, 4 avril 1996, *Communiqué no 66*, 10 avril 1996 et *Communiqué no 65*, 10 avril 1996; *Le Devoir*, 11 avril 1996, p. A4 et 12 avril 1996, p. A7; *The Globe and Mail*, 11 avril 1996, p. A8.

50. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 mai 1996 et 16 mai 1996; *Le Devoir*, 17 mai 1996, p. A2; *The Globe and Mail*, 16 mai 1996, p. A9 et 17 mai 1996, p. A5.

culture. Deux accords et quatre protocoles d'entente ont été signés à cette occasion, ce qui porte à plus de 35 le nombre d'accords bilatéraux conclus entre les deux pays depuis 1990. Les faits marquants de ce séjour ont été l'appui sans réserve donné par M. Zedillo à la campagne d'opposition du Canada contre la loi Helms-Burton et les assurances données par les Mexicains sur le retour à la stabilité économique de leur pays, après la grave crise du peso qui a ébranlé la confiance des investisseurs⁵¹.

3 – Haïti

Le mandat de la MINUHA (Mission des Nations Unies en Haïti) expirant le 30 juin, le Canada étudia avec les pays amis d'Haïti la possibilité de prolonger le mandat de la mission et d'en réévaluer la répartition des coûts. Le ministre de la Défense, M. David Collenette, qui visitait les troupes canadiennes en Haïti à la mi-mai se prononça en faveur d'une extension de la mission, position qui fut réitérée par les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, MM. Lloyd Axworthy et Pierre Pettigrew, également de passage en Haïti à la même période⁵². Toutefois, la question du financement des troupes canadiennes dont le Canada assume seul, et sans remboursement de l'ONU, les frais de participation, demeurait irrésolue (cf. section ONU). La visite en Haïti de M. Pettigrew permit néanmoins la signature d'un protocole d'entente par lequel l'ACDI s'engage à verser 4 750 000 \$ à Haïti pour la construction de tribunaux locaux⁵³.

4 – Autres pays

Après sa visite en Haïti, M. Axworthy se rendait dans trois autres pays⁵⁴. Au Brésil, le 21 mai, il rencontra son homologue, M. Luiz Lampraia, avec lequel il signa un accord de coopération nucléaire. Un projet de coopération dans le domaine des droits de la personne, en partie subventionné par l'ACDI, fut également lancé⁵⁵. Le ministre visita ensuite l'Argentine où il fit notamment le point sur la mission de l'ONU en Haïti. Enfin, le 24 mai il s'arrêta au Guatemala afin de s'entretenir avec son homologue, M. Stein, et la militante des droits des Indiens, Mme Rigoberta Menchu.

51. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 juin 1996 et *Discours*, 11 juin 1996; Gouvernement du Canada, *Communiqué no 110*, 11 juin 1996; *Le Devoir*, 12 juin 1996, p. A5; *The Globe and Mail*, 10 juin 1996, p. A18, 12 juin 1996, pp. A1-A5 et 13 juin 1996, p. A3.

52. *La Presse*, 11 mai 1996, p. A31 et 22 mai 1996, p. C7; *The Globe and Mail*, 8 mai 1996, p. A8 et 23 mai 1996, p. A13.

53. ACDI, *Communiqué no 96-22*, 20 mai 1996.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 90*, 14 mai 1996; *The Globe and Mail*, 23 mai 1996, p. A13.

55. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 94*, 22 mai 1996; ACDI, *Communiqué no 96-21*, 22 mai 1996.

J — Le Canada et le Moyen-Orient

1 – L'Arabie Saoudite

En marge de la huitième réunion plénière de la Commission mixte économique canado-saoudienne qui avait lieu à Ottawa les 14 et 15 mai, le vice-ministre saoudien des Affaires économiques et culturelles, M. Mohamed Ma' Moun Kurdi, rencontra le ministre canadien du Commerce international, M. Art Eggleton⁵⁶. Tous deux discutèrent de l'amélioration du commerce canado-saoudien qui s'élève à plus de 1 milliard \$ de part et d'autre.

2 – L'OLP

En avril, le Canada accueillait favorablement la décision du Conseil national palestinien d'annuler les dispositions de la Charte de l'OLP relatives à l'anéantissement d'Israël. Cette décision démontre «un engagement palestinien du plus haut niveau envers le processus de paix⁵⁷». Par ailleurs, le Canada assumait la direction d'une mission internationale qui, du 12 au 14 mai, visita les camps de réfugiés palestiniens en Jordanie⁵⁸.

3 – Les combats au sud du Liban

Durant plusieurs jours, ce trimestre, l'attention de la communauté internationale fut tournée vers l'accroissement de la violence et les combats entre Israël et le Hezbollah au sud du Liban. À l'instar de plusieurs gouvernements, le Canada déplora le 18 avril le bombardement d'une base des Nations Unies et le décès de dizaines de civils libanais qui y avaient trouvé refuge⁵⁹. L'ACDI versa quelque 480 000 \$ en aide humanitaire pour soulager les personnes déplacées par la recrudescence des combats. La nouvelle d'un cessez-le-feu⁶⁰ fut accueillie avec soulagement quelques jours plus tard et le Canada salua les efforts diplomatiques déployés par les États-Unis et la France à cet égard.

56. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 89*, 10 mai 1996.

57. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 78*, 24 avril 1996.

58. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 88*, 10 mai 1996.

59. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 68*, 14 avril 1996 et *Communiqué no 81*, 26 avril 1996; Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 18 avril 1996.

60. ACDI, *Communiqué no 96-12*, 20 avril 1996

K — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

1 – L'Afrique du Sud

Le ministre de la coopération internationale et ministre de la Francophonie, M. Pierre Pettigrew, était de passage en Afrique du Sud, du 13 au 15 mai. Il assista à la Conférence ministérielle sur la société de l'information et le développement, une conférence internationale au cours de laquelle les participants discutèrent de l'intégration des pays en développement à la nouvelle société mondiale. Le ministre Pettigrew annonça alors une aide de 3,5 millions \$ sur trois ans à l'Afrique du Sud pour l'élaboration de stratégies industrielles visant à aider les entreprises locales de technologie de l'information à devenir plus concurrentielles⁶¹. En marge de la conférence, M. Pettigrew signa deux accords bilatéraux. Dans le premier cas, l'ACDI versera 4,3 millions \$ pour soutenir les citoyens sud-africains dans l'utilisation des tribunaux qui doivent maintenant interpréter une nouvelle Charte des droits fondamentaux⁶². Dans le second cas, l'ACDI cofinancera, au coût de 3,2 millions \$ onze projets dans des secteurs aussi variés que l'éducation antiraciste, l'agriculture à petite échelle et le développement des petites entreprises⁶³.

2 – Le Nigéria

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth – dont le Canada fait partie – étudiait lors de deux réunions en avril et en juin la possibilité d'imposer des sanctions au Nigéria et d'y dépêcher une mission d'observateurs. Si en avril, le GAMC s'entendait pour imposer certaines mesures, la plupart de ces décisions n'avaient pas grande incidence sur la position canadienne, Ottawa ayant déjà adopté des sanctions similaires depuis 1993-1994⁶⁴. Quelques semaines plus tard, l'assassinat de Mme Kudirat Abiola, épouse du chef Abiola, vainqueur des élections annulées de 1993, souleva l'ire du Canada qui vit dans ce geste une confirmation de la dégradation de la situation dans ce pays⁶⁵. Un embargo sur les exportations nigérianes de pétrole fut alors sérieusement envisagé par le Canada et la Grande-Bretagne. C'est donc armé d'un désir d'exercer une pression économique sur le Nigéria que le Canada privilégiait, lors de la 2^e réunion du GAMC, des mesures susceptibles de toucher directement les autorités militaires et l'industrie pétrolière. Si le GAMC décidait finalement de reporter sa menace de sanction en septembre, le Nigeria ayant initié quelques signes de bonne volonté avant la rencontre, le

61. ACDI, *Communiqué no 96-17*, 7 mai 1996.

62. ACDI, *Communiqué no 96-19*, 14 mai 1996.

63. ACDI, *Communiqué no 96-20*, 16 mai 1996.

64. *The Globe and Mail*, 19 avril 1996, p. A8.

65. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 105*, 5 juin 1996; *The Globe and Mail*, 6 juin 1996, p. A7.

ministre canadien des Affaires étrangères déclarait toutefois que le Canada irait unilatéralement de l'avant avec huit nouvelles sanctions⁶⁶.

3 – Le Sénégal

Du 1er au 4 mai, le Président sénégalais, M. Abdou Diouf, effectuait une visite qui l'amenait à Ottawa, au Québec et au Nouveau-Brunswick. À chacune de ces étapes, M. Diouf discuta des dossiers relatifs à la Francophonie, à la démocratisation en Afrique et au resserrement des liens d'affaires entre le Canada et son pays⁶⁷.

4 – Le Soudan

Dans la foulée de la résolution 1054 du Conseil de sécurité invitant les pays membres de l'ONU à adopter des sanctions contre le Soudan en raison de son implication dans la tentative d'assassinat du président égyptien, le Canada imposa les mesures suivantes : gel du nombre des représentants du Soudan au Canada, interdiction de séjour à l'endroit des membres du gouvernement et interdiction pour les ministères canadiens d'organiser des réunions internationales dans ce pays⁶⁸.

5 – Aide humanitaire et aide au développement

En mai, à l'issue d'une rencontre avec le Président du Ghana, le ministre Pettigrew annonça que le Canada verserait 75 000 \$ à la Croix-Rouge ghanéenne afin de soutenir ses efforts à l'endroit des réfugiés libériens⁶⁹. Par ailleurs, plusieurs rencontres internationales de pays donateurs eurent lieu ce trimestre. En avril, à l'occasion d'une rencontre d'un sous-groupe du Commonwealth, le Canada annonça la création d'un fonds d'appui au développement démocratique de 2,2 millions \$ destiné au Nigéria, au Sierra Leone et à la Gambie⁷⁰. En juin, le Canada présida à Genève une rencontre sur le développement socio-économique du Burundi dont les discussions permirent de jeter les bases d'un programme d'assistance à ce pays⁷¹. Enfin, une réunion des Amis du Rwanda se tenait aussi à Genève en juin. Quelque 600 millions \$ furent

66. Chambre des communes, Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international, *Témoignages*, 18 juin 1996, p. A18; *Agence France Presse*, 25 juin 1996; voir aussi *The Globe and Mail*, 31 mai 1996, p. A5 et Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 98*, 27 mai 1996.

67. Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 29 avril 1996.

68. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 117*, 20 juin 1996.

69. ACDI, *Communiqué no 96-24*, 24 mai 1996; *La Presse*, 22 mai 1996, p. C7.

70. ACDI, *Communiqué no 96-13*, 23 avril 1996.

71. ACDI, *Communiqué no 96-33*, 14 juin 1996; *Le Devoir*, 17 juin 1996, p. A6.

alors promis au Rwanda par les pays participants. Le Canada avait déjà discuté de sa contribution lors du séjour à Ottawa du ministre rwandais des Finances quelques jours auparavant⁷².

L — Le Canada et l'Asie

1 — La Chine

Les relations économiques sino-canadiennes se développaient encore à grande vitesse ce trimestre. Accompagné d'une quarantaine de gens d'affaires, le secrétaire d'État Raymond Chan se rendait en Chine durant le mois de mai. Outre Beijing et Shanghai, la mission qu'il dirigeait visita pour la première fois les villes de Dalian, Jinan, Fuzhou et Shenzhen, qui se situent parmi les marchés régionaux les plus dynamiques de la Chine⁷³. Sa collègue des ressources naturelles, Mme Anne McLellan, séjournait elle aussi en Chine ce trimestre. Dans le cadre d'une tournée asiatique de quatre pays, elle s'arrêta dans le Nord-Est chinois pour faire la promotion des échanges dans le domaine de l'énergie nucléaire, du pétrole et de la foresterie⁷⁴. De plus, le Conseil Commercial Canada-Chine tenait plusieurs séminaires sur des thèmes reliés aux occasions d'affaires en Chine dans la région du delta du Yangtze⁷⁵. L'importance accrue de l'activité commerciale canadienne en Chine incita d'ailleurs le gouvernement libéral à affecter un délégué commercial additionnel à Beijing.

Par ailleurs, le 7^e anniversaire des événements de la Place Tiananmen donnait l'occasion au ministre Chan de faire le point sur la position canadienne en matière de droits de la personne. Le Canada a-t-il expliqué continue de «rappeler par des voies bilatérales et multilatérales au gouvernement chinois qu'il n'a pas encore rempli les exigences fondamentales nécessaires au respect des droits de la personne⁷⁶». Il cita en exemple la visite au Canada, du 11 au 20 avril, du Président de l'Assemblée nationale populaire de la Chine, M. Qiao Shi, qui a donné lieu à de multiples discussions sur le respect des règles de droit⁷⁷. M. Chan a également profité de son séjour en Chine pour discuter du traitement réservé aux dissidents avec le ministre chinois des Affaires étrangères. Il a de plus reçu la sœur du dissident emprisonné, M. Wei Jing Shang, lors de la visite au Canada de cette dernière.

72. ACDI, *Communiqué no 96-32*, 11 juin 1996.

73. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 85*, 1^{er} mai 1996, *Déclaration no 96-21*, 14 mai 1996 et *Déclaration no 96-22*, 7 mai 1996.

74. Agence France Presse, 10 mai 1996; *Xinhua News Agency*, 10 May 1996.

75. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96-26*, 29 mai 1996 et *Déclaration no 96-30*, 3 juin 1996.

76. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 96-28*, 4 juin 1996.

77. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 63*, 4 avril 1996; *The Globe and Mail*, 16 avril 1996, p. A5.

Par ailleurs, le Canada a aussi déploré, ce trimestre, la tenue d'un nouvel essai nucléaire chinois, le 8 juin, un incident d'autant plus regrettable, souligne le communiqué, que la Conférence sur le désarmement en était alors aux dernières négociations pour la conclusion d'un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires⁷⁸.

2 – Le Japon

M. Art Eggleton, ministre du Commerce international, effectuait sa première visite officielle au Japon du 19 au 24 avril. Il participa d'abord, à Kobe, à la réunion des ministres de la Quadrilatérale qui cette année servait notamment de préparatifs à la prochaine réunion de l'OMC. Le 22 avril, M. Eggleton visita Sendai, une ville qui présente de nouveaux débouchés en dehors des marchés traditionnels de Tokyo et d'Osaka, avant de se rendre à Tokyo, le 23 avril, où il rencontra son homologue, M. Shunpei Tsu Kahara. Une table ronde sur les occasions d'affaires en Asie-Pacifique compléta ce séjour consacré à la promotion des matériaux de construction, du tourisme et des aliments transformés⁷⁹.

Par ailleurs, l'OMC divulgua en juillet un rapport condamnant la taxe japonaise sur les spiritueux qu'elle juge discriminatoire à l'encontre des boissons alcoolisées importées. Même s'il faudra attendre plusieurs mois avant que le Japon n'adapte son régime de taxation (il pourrait même contester en appel le rapport de l'OMC), les parties plaignantes, à savoir les États-Unis, l'UE et le Canada, n'étaient pas sans se réjouir de cette première victoire⁸⁰.

3 – Hong Kong

Le Canada suivait toujours de près la question de la transition à Hong Kong en 1997. Le gouverneur de Hong Kong, M. Christopher Patten, effectua une visite officielle au Canada du 30 avril au 3 mai⁸¹, tandis que le secrétaire d'État Raymond Chan lui rendit la politesse du 18 au 21 mai⁸². Les inquiétudes soulevées par les transferts du pouvoir furent aussi directement discutées avec les autorités chinoises. Celles-ci ont, pour la première fois, donné à M. Chan des assurances sur le sort des 100 000 ressortissants canadiens de

78. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 108*, 8 juin 1996.

79. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 69*, 11 avril 1996; *Communiqué no 75*, 22 avril 1996; *Déclaration no 94-14*, 23 avril 1996 et *Déclaration no 96-15*, 24 avril 1996; *CanadExport*, vol. 14, no. 11, 17 juin 1996, pp. 1-3.

80. *The Globe and Mail*, 29 mai 1996, pp. B1-B19; *Europolitique*, 29 mai 1996 et 13 juillet 1996.

81. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 82*, 29 avril 1996; *The Globe and Mail*, 3 mai 1996, p. A8.

82. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 85*, 1er mai 1996 et *Déclaration no 96-28*, 4 juin 1996; *The Globe and Mail*, 7 mai 1996, p. A13.

l'île en admettant qu'ils pourraient conserver leur droit de résidence permanente après 1997. Toutefois, la mise sur pied d'un Conseil législatif temporaire par la Chine ne reçoit pas l'aval du Canada qui croit qu'une telle structure minerait la confiance des Hong Kongais et de la communauté internationale.

4 – Le Vietnam

Le ministre des Finances du Canada, M. Paul Martin, était de passage au Vietnam à la mi-avril. Même si aucun accord ne fut signé à cette occasion, les discussions que tenait M. Martin avec les dirigeants vietnamiens permirent de faire avancer plusieurs dossiers de coopération économique bilatérale. On sait que le Canada désire aider ce pays à moderniser son système financier et favorisera son intégration dans l'économie mondiale. Pour ce faire, le Canada parraine le Vietnam dans ses efforts pour se joindre à l'APEC et à l'OMC et soutient les entreprises canadiennes désirant investir dans les secteurs bancaire, hydroélectrique et énergétique⁸³.

M – Chronologie thématique*

La Commission des droits de l'Homme des Nations Unies

3 avril :

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, prend la parole à Genève devant la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies. Son exposé reflète la priorité accordée par le Canada aux droits de l'enfant, notamment l'abolition du tourisme sexuel, et se clôture par l'annonce d'un appui financier de 500 000\$ aux activités de promotion des droits de la personne au Rwanda et en ex-Yougoslavie (MAECI, *Communiqué no. 52*, 29 mars 1996, *Communiqué no 58*, 3 avril et *Déclaration no 96/10*, 3 avril 1996).

La Francophonie

9 avril :

Le gouvernement fédéral annonce un soutien financier de 400 000 \$ au Centre international de développement de l'inforoute en français, une contribution qui s'inscrit dans le cours de ses activités de soutien à la Francophonie. (MAECI, *Communiqué no 64*, 9 avril 1996).

83. *The Globe and Mail*, 16 avril 1996, p. B7; Agence France Presse, 15 avril 1996; *British Broadcasting Corporation*, 19 avril 1996.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

La péninsule coréenne

18 avril :

La proposition conjointe de la Corée du Sud et des États-Unis de tenir des pourparlers à quatre entre la Corée du Sud, la Corée du Nord, la Chine et les États-Unis pour promouvoir la paix dans la péninsule coréenne est saluée par le gouvernement canadien (MAECI, *Communiqué no 73*, 18 avril 1996).

Appui au Président du Paraguay

25 avril :

Le gouvernement canadien apporte son appui au Président du Paraguay, M. Carlos Wasmosy, pendant la crise gouvernementale qui secoue ce pays. (MAECI, *Communiqué no 79*, 25 avril 1996)

La situation politique au Myanmar

23 mai :

Par la voix de son ambassadeur à Rangoon, le Canada réaffirme son appui à la démocratie au Myanmar, aux chefs de la NLD (Ligue nationale pour la démocratie) et Aung San Suu Kyi. (MAECI, *Communiqué no 96*, 23 mai 1996).

Présence canadienne au Conseil de l'Europe

29 mai

Le statut d'observateur au Conseil de l'Europe est accordé au Canada (*The Globe and Mail*, 30 mai 1996, p. A10).

La Conférence Habitat II :

3 au 14 juin

Deux ministres dirigent une importante délégation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains qui se tient à Istanbul, en Turquie. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 101*, 31 mai 1996).

Le Canada et le terrorisme

Le Canada déplore les attentats à la bombe perpétrés en Inde, les 20 et 28 avril ainsi que ceux survenus, le 28 avril, au Pakistan et à Manchester, en Angleterre, le 15 juin. (MAECI, *Communiqué nos 83 et 84*, 29 avril 1996 et *Communiqué no 114*, 15 juin 1996). Il condamne aussi avec vigueur l'acte terroriste contre une base militaire logeant des soldats américains et européens en Arabie Saoudite (Cabinet du Premier Ministre, *Communiqué*, 26 juin 1996).

Accueil de dignitaires étrangers

15 mai : Le ministre islandais des Affaires étrangères effectue une visite de travail à Ottawa pour des entretiens préparatoires au Conseil de l'Arctique (MAECI, *Communiqué no 91*, 14 mai 1996).

27 au 31 mai : Le directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero, s'entretient avec des dirigeants canadiens des grandes questions commerciales multilatérales (MAECI, *Communiqué no 95*, 23 mai 1996).

27 et 28 mai : Lors d'un séjour au Canada, le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, M. Dariusz Rosali, signe avec son homologue canadien un accord de coproduction cinématographique et télévisuelle (MAECI, *Communiqué no 97*, 24 mai 1996).

13 et 14 juin : Accompagné de son ministre des Affaires étrangères, le Président de la Guyana, M. Cheddi Jagan, est de passage au Canada où il s'entretient des possibilités d'essor commercial (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 11 juin 1996).

17 au 19 juin : Le Prince héritier Hussein de Jordanie est reçu à Ottawa, Hull et Montréal et tient plusieurs rencontres consacrées au processus de paix au Moyen-Orient et aux relations bilatérales canado-jordaniennes. (MAECI, *Communiqué no 113*, 14 juin 1996).

Nominations diplomatiques et autres

12 avril : M. Gavin Stewart devient haut-commissaire auprès de la Jamaïque avec accréditation simultanée au Belize (MAECI, *Communiqué no 67*, 12 avril 1996).

17 avril : M. William Dymond est nommé négociateur en chef associé des accords aériens au Canada (MAECI, *Communiqué no 70*, 17 avril 1996).

18 avril : M. Edward Ratushny est désigné comme conseiller en matière consulaire au ministère des Affaires étrangères. (MAECI, *Communiqué no 72*, 18 avril 1996).

4 juin : On apprend les nominations de Jacques Roy au titre d'ambassadeur en France, de M. Gaétan Lavertu, à celui d'ambassadeur en Allemagne, de Mme Anne Leahy, à celui d'ambassadrice en Russie et de M. Arsène Després, à celui d'ambassadeur en Tunisie. M. William Ross devient pour sa part ambassadeur en Colombie et M. Terry Colfer, ambassadeur au Koweït avec accréditation au Qatar. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 juin 1996).

6 juin : Le général canadien John de Chastelain accepte de présider la deuxième composante des négociations multipartites qui doivent mener à un règlement de la situation en Irlande du Nord. (MAECI, *Communiqué no 107*, 6 juin 1996).

19 juin : La nouvelle représentante du Canada auprès de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) sera Mme Ghislaine Richard. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 116*, 19 juin 1996).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1996)

A — Aperçu général

Dépouillée de la dimension référendaire qui l'avait marquée au cours de la dernière année, la politique internationale du Québec retrouvait ce trimestre, une direction plus coutumière. Le premier ministre Bouchard nouait d'ailleurs ses premiers rapports officiels avec les deux principaux partenaires traditionnels du Québec : la France et les États-Unis. Ainsi, il se rendait dans le Nord-Est américain avec un agenda au contenu essentiellement économique, puis accueillait en sol québécois son homologue français. Bien que s'agissant de la première visite officielle d'un Premier ministre français depuis 1987, la dimension politique de cet évènement ne fut pas la plus apparente, les deux partenaires misant davantage sur l'approfondissement des relations économiques franco-québécoises.

B — Les politiques économiques et commerciales

Le premier exposé budgétaire du gouvernement de Lucien Bouchard, qui fut déposé le 9 mai, comprend une série de mesures destinées à stimuler les exportations¹. Notamment, des crédits totalisant 41 millions \$ sur deux ans seront injectés pour amener, d'ici l'an 2000, deux mille nouvelles PME à exporter. Le Québec entend par ailleurs demeurer bien présent à l'étranger malgré la récente fermeture de la majorité de ses délégations et bureaux à l'extérieur du Canada. À cette fin, une entente de partenariat a été conclue avec la Banque nationale du Canada en vue d'assurer une présence commerciale et un soutien à l'exportation dans les villes d'Atlanta, de Boston, de Chicago et de Los Angeles. D'autres projets de partenariat avec l'entreprise privée sont aussi prévus en Allemagne, en Italie, en Amérique latine et en Asie. On songe notamment à utiliser les bureaux de la Caisse de dépôt et de placement du Québec à Hanoi, au Vietnam. Le gouvernement espère que ces nouveaux modes de représentation à l'étranger seront à la fois moins coûteux et tout aussi efficaces que les bureaux traditionnels.

1. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Communiqué*, 13 mai 1996 ; *La Presse*, 10 mai 1996, cité par *L'Argus*, 10 mai 1996, pp. A10-A11 ; *Le Devoir*, 26 juin 1996, p. A4 ; *Les Affaires*, 11 mai 1996, cité par *L'Argus*, 16 mai 1996, pp. B13-B14.